Désormais, les hommes et les femmes siègeront en nombre égal dans les assemblées ou dans les gouvernements. Une question donc déjà réglée et qui ne nécessite aujourd'hui plus tous ces débats, d'autant que le Président de la République, Son Excellence Macky Sall est en train de perpétuer l'oeuvre déjà entamée par Wade sur cette problématique des genres. Il faut à ce titre éviter que le concept ne devienne une «Bombe à retardement».

Il n'est plus question pour les femmes de s'attarder sur cette question. La parité est déjà en marche et progressivement, ses effets se feront sentir sur la bonne marche de la Cité. Mais il convient plutôt d'attirer et de canaliser définitivement l'attention des femmes sur ce qui est leur rôle dès lors qu'elles sont élues, sur le développement du Pays, et au plan local d'abord. Les femmes doivent s'autosaisir sur ce que devrait être leur investissement humain dans le processus de développement. Et enfin nous pourrons avoir des femmes véritables motrices de développement et qui ne s'attarderont pas sur des discours et débats dans lesquels elles-mêmes se perdent.

En effet, il apparait clairement que la femme a un grand rôle à jouer dans le développement de manière générale. Que ce soit en matière d'éducation, de santé, de communication et sensibilisation, de religion ou d'économie, la femme est interpellée du fait de son statut, d'épouse, de mère, de conseillère ou de régulatrice que lui confère automatiquement la société. On ne s'attardera donc plus sur l'utilité de la femme dans la société.

Aujourd'hui, la parité devrait être l'égalité entre femme et femme, principalement entre la femme urbaine et la femme en monde rural. Il existe un gap énorme dans les conditions de vie, d'évolution et d'épanouissement entre ces deux personnalités. Il ne s'agit plus pour les femmes de la capitale de baisser les bras et ranger dans les tiroirs les engagements pris lorsqu'elles briguaient le mandat pour lequel elles sont élues. Il existe une autre forme de parité qui leur incombe, c'est celle qui consiste à tendre la main à leurs congénères du monde rural confrontées à un déficit criard en tout : Infrastructures en tous genres, accès à l'eau potable, accès à l'électrification pour ne citer que cela.

Une mission nous avait dernièrement menée à Tambacounda, Matam et Saint-Louis et spécifiquement dans des villages et localités ayant pour noms : Thiara, Diawara, Ngouronne, Dialiguel, Toumougheul, Mbagnou, Gognédji, Bokiladji, Dembancané, Hodoubéré, Orkadiéré, Wenody, Dondou, Sadel, Thiehel Cebbe, Wodobéré, Bokidiawé, entre autres. Le contraste

entre ces zones rurales et la capitale est frappante et pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un autre Sénégal et pourtant, elles font bel et bien partie intégrale de ce Pays. Faute d'accès à l'eau potable, la principale activité des femmes dans ces milieux consiste au puisage de l'eau et avec comme conséquence néfaste, beaucoup de cas d'avortements comme on nous l'a si bien signifié à Thiehel Cébbé.

Ces braves dames ne peuvent même pas se consacrer à l'éducation de leurs enfants convenablement, elles qui passent tout leur temps aux puits à la quête du liquide précieux. Heureusement qu'il existe, il faut le noter, une dynamique de financement entre la Coopération française et l'Etat du Sénégal avec les ressortissants sénégalais de ces régions établis en France, pour la construction de stations d'adduction d'eau entre autres infrastructures. Mais cela nous semble insuffisant. Le Sénégal a maintenant cinquante deux (52) ans et il est inconcevable que les régions de l'intérieur ne puissent pas bénéficier du même traitement que la capitale. Les autorités étatiques et gouvernementales ont donc fort à faire à ce niveau et nous ne doutons point de leurs capacités à résorber cette iniquité entre l'urbain et le rural.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus pour les femmes leaders : Chefs d'entreprise, entrepreneurs, juristes, femmes de culture, parlementaires, universitaires, représentantes de mouvements féminins, conseillères municipales, ministres de se pavaner dans les palaces ou entre deux avions pour assister à des séminaires, colloques en tous genres dont les travaux finissent par moisir au fond des tiroirs.

Leur rôle est désormais de se rendre sur le terrain et de se rendre compte de visu des difficultés de leurs homologues en milieu rural et de leur porter assistance et solidarité par de réels projets et mécanismes de développement. Surtout que les besoins des femmes en monde rural sont d'ordre primaire : accès à l'eau et à l'électricité, alphabétisation, accès aux soins médicaux et gynécologiques, dotations en infrastructures hospitalières et scolaires pour les enfants, sécurité, accès aux financements etc...Il ne faut plus que la bataille reste au niveau théorique, il faut aller au fond des choses, par l'action et la pratique, la mise en oeuvre des idées et concepts.

Il est nécessaire de camper le débat définitivement sur les réels enjeux de la participation des femmes dans le développement du Sénégal. L'implication et la présence des femmes dans les instances de décision doit nécessairement impacter sur l'essor de la Nation en commençant évidemment par le développement de chaque localité. C'est le pari à réussir mais aussi la quote-part que doit chaque femme. Désormais, bannis les mouchoirs blancs et boubous blancs pour scander : Parité, Parité, Parité !!!

Par Ramatoulaye BA